



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 3409

Texte de la question

NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. Christian Bataille, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Christian Bataille. Je déplore, monsieur Bertrand, que vous n'ayez pas répondu à la question qui vous était posée sur l'allocation équivalent retraite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le ministre chargé de l'industrie, je veux, comme cela a été dit hier sur tous les bancs, m'associer à la protestation et à l'incompréhension quant au congédiement de la présidente d'AREVA, Anne Lauvergeon.

Surtout, il faut que vous répondiez sur les raisons.

À première vue, et c'est l'idée qui court, cette décision serait le résultat d'une rivalité de prééminence entre AREVA et EDF. Si tel était le cas, ce serait puéril et dangereux pour l'industrie française. Il faut plutôt rechercher des explications dans le débat sur la sûreté des réacteurs. Est-ce que la sûreté des réacteurs doit être, comme le prétendent Anne Lauvergeon et AREVA, un impératif absolu et, de fait, se traduire par une augmentation de prix ? Ou bien, comme le suggère un rapport au Président de la République dont les détails restent secrets, doit-on s'orienter vers des réacteurs *low cost*, bon marché, pour l'avenir ?

Le rôle de la puissance publique est décisif en cette matière et, après les conséquences catastrophiques du tsunami de Fukushima, l'État et le Gouvernement doivent rester maîtres de cette industrie et apporter des garanties solennelles à la population.

L'EPR et le futur ATMEA sont de bons projets, mais, monsieur le ministre, nous nous demandons si vous irez au-delà des mots et soutiendrez notre industrie contre d'autres décideurs qui préfèrent privilégier le négoce et le marché mondial. C'est là toute la question, avec celle de la sécurité.

Monsieur le ministre, êtes-vous d'avis de donner à la sûreté et à la sécurité des centrales une priorité absolue ? Et pensez-vous, dans ce cas, que la sécurité n'a pas de prix ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. André Chassaigne. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Je vais répondre avec plaisir à Christian Bataille qui connaît parfaitement les questions nucléaires.

J'ai dit hier que le changement de présidence d'AREVA n'induirait pas de changement dans sa stratégie. Le Premier ministre, recevant Anne Lauvergeon, l'avait dit très clairement le soir même dans un communiqué. Je l'ai moi-même détaillé hier au député Claude Birraux.

Vous ne pouvez pas faire l'offense aux 48 000 salariés d'AREVA de suggérer que la culture de la sûreté ne reposerait que sur une personne, quelle que soit la qualité de la personne en question. Le numéro deux, qui lui succède, est détenteur de la même culture de la sûreté d'AREVA, reconnue à travers le monde.

M. Jean Glavany. Si c'est pareil, pourquoi changer ?

M. Éric Besson, *ministre*. Par ailleurs, cette culture de la sûreté marque la construction de nos centrales, les audits de sûreté demandés par le Premier ministre trois jours après l'accident de Fukushima. Elle marque aussi les *stress tests* européens que Nathalie Kosciusko-Morizet et moi-même avons demandés dans toutes les conférences internationales depuis l'accident de Fukushima, et elle a marqué, monsieur Bataille - cela va

répondre très précisément à votre question - le Conseil de politique nucléaire présidé par le Président de la République, qui s'est tenu un mois et demi avant la catastrophe de Fukushima et qui a très clairement dit que la France s'engageait sur le chemin de la troisième génération en matière de nucléaire, qu'il s'agisse de l'EPR d'une part, ou de l'ATMEA, d'autre part. La réponse, très claire, avait été apportée avant l'accident de Fukushima.

Pour notre part, monsieur le député, nous pensons que le nucléaire doit continuer de contribuer à l'efficacité énergétique et à la production énergétique de notre pays, à condition que ce soit dans un contexte de sûreté, de transparence absolue : c'est la politique que nous mettons en oeuvre. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Christian Bataille](#)

Circonscription : Nord (22^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3409

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 juin 2011